



## ***Déclaration liminaire au CTPD du 27 septembre 2011***

L'été 2011 a été marqué par une nouvelle crise économique, financière et boursière, à laquelle les gouvernements ont été sommés de répondre pour rassurer les marchés et sauver leur sacro-sainte note AAA.

Mais pour la CGT les mesures annoncées le 24 août par le premier ministre ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux. Le coup de rabot sur les niches fiscales est symbolique alors que celles-ci ont augmenté de 142 % depuis 2004. La taxation des très hauts revenus est une mesure cosmétique en comparaison avec la baisse du taux le plus élevé d'imposition qui est passé de 65 % en 1981 à 41 % aujourd'hui. Ces annonces ont pour but de calmer une opinion publique révoltée à juste titre par un système économique qui pressurise toujours plus les salariés et les citoyens les plus modestes pour faire la part toujours plus belle aux plus aisés. Aucun virage salutaire n'est à l'horizon. Bien au contraire, l'ensemble de la population risque de payer très cher ces quelques mesures symboliques à l'encontre des plus riches. Les fonctionnaires le savent bien, eux qui paient le prix fort par le gel des salaires, l'augmentation des cotisations retraite et les suppressions d'emplois.

A la DGFIP en particulier, avec deux départs sur trois non remplacés, nous sommes ainsi parmi les plus lourdement pénalisés, en terme de pouvoir d'achat et de conditions de travail. Et ce n'est pas en relançant le sujet de la prime au mérite que le gouvernement va calmer la colère légitime des agents...

C'est dans ce contexte que les organisations syndicales se sont rencontrées le 1er septembre et ont appelé les salariés à une journée nationale d'action le 11 octobre 2011. La CGT Finances Publiques du Morbihan prendra toute sa place dans ce mouvement revendicatif et mettra tout en œuvre pour en assurer le succès dans l'unité la plus large.

Dans tous les services il apparaît très clairement, encore plus que les années précédentes, que les postes et services n'ont aucune marge de manoeuvre et que, de réductions d'emplois en restructurations, les ministres et les directions nous conduisent droit dans le mur !

Il faut mettre un terme à cette politique de suppressions d'emplois et, au contraire, implanter les emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

L'examen du DUERP confirme la dégradation des conditions de travail dans les services. Nombres de risques évoqués sont en lien avec les suppressions massives d'emplois (TMS, RPS), les réponses apportées ne sont que des palliatifs au problème (stage de gestion du stress, étirements, pause...). Compte tenu des charges de travail et de la pression des indicateurs, réaffirmez vous le respect des temps de pause pour les agents dans le cas de travail sur écran, par exemple ?

La problématique des conditions de travail a aussi été évoquée dans le cadre des espaces de dialogue. La direction nous a fourni les réponses aux demandes des agents. C'est un catalogue de bonnes intentions sans réels moyens pour tenir vos engagements : pas de calendrier de suivi et de mise en place. Cette démarche a été

appréciée par les collègues, mais à l'issue du comité national du suivi du plan d'action, nous sommes inquiets sur l'avenir de ces espaces de dialogue. En effet, l'administration, écartant les débats antérieurs dont celui du groupe de travail du 14 juin, a présenté une fiche modifiant la conception des espaces de dialogue que la CGT avait porté et sur laquelle un accord était intervenu. D'espace de libre expression des agents sur le travail et son organisation, libéré de toute tutelle hiérarchique, les espaces de dialogue sont devenus dans la fiche présentée par la Direction générale « un outil proposé aux numéros 1 qui pourront les mettre en oeuvre selon un calendrier qui leur est propre. »

La CGT a indiqué qu'elle considérait que ces espaces devaient être à la disposition prioritaire des agents et qu'ils devaient eux même pouvoir en être les principaux initiateurs.

Les difficultés rencontrées dans les services sont en lien avec les suppressions d'emplois, or celles-ci seront, encore cette année, un axe fort des choix d'austérité de la politique gouvernementale. Elles génèrent des situations de plus en plus insupportables dans les services en termes de dégradation des conditions de vie au travail et de qualité d'accomplissement des missions.

Les agents de la DGFIP avec les autres salariés ont donc toutes les raisons d'exiger la mise en oeuvre d'autres choix que ceux qui les promettent à une vie toujours plus difficile sur le plan personnel, familial et professionnel. La satisfaction des revendications qu'ils portent dans les luttes sociales fait partie intégrante des changements d'orientation nécessaires.

Pour toutes ces raisons la CGT Finances Publiques appelle les agents à participer massivement à la grève du 11 octobre et aux manifestations organisées.

Nous demandons que cette déclaration soit annexée au PV du CTPD.